

---

efforts conjugués des secteurs public et privé. Quand tout va bien, nous avons tous deux notre part de félicitations; quand tout va mal, nous partageons ensemble le blâme. Ne cherchons donc plus de boucs émissaires et travaillons à édifier l'avenir. L'objectif premier est évidemment d'empêcher les taux de chômage et d'inflation intolérables qui sont les nôtres en ce moment.

D'habitude, dans les précédents cycles économiques, ces deux fléaux alternaient. Lorsque le chômage était le problème principal, nous pouvions nous y attaquer en stimulant la demande de biens et de services, ce qui encourageait la production et créait davantage d'emplois. Lorsque l'inflation était le problème dominant, nous pouvions la maintenir dans des limites raisonnables en réduisant la demande. Le but, toujours visé mais jamais atteint, était d'arriver à une stabilité des prix et des emplois dans le cadre d'une croissance régulière, par le recours à des instruments économiques traditionnels.

Ces instruments ne fonctionnent plus aussi bien. Ainsi que le faisait observer récemment le Conseil économique du Canada: "Vu la gravité du problème, il faut compléter par de nouvelles techniques les instruments traditionnels."

M. Arthur Burns, président du *Federal Reserve Board* des États-Unis, exprimait récemment les mêmes vues lorsqu'il disait: "Si un taux de chômage de huit ou neuf pour cent ne suffit pas à enrayer l'inflation, notre système économique ne fonctionne plus comme nous l'avons déjà cru. A l'avenir, les efforts de l'État pour assurer le progrès économique devront comporter des réformes de structures, ainsi qu'une politique monétaire et fiscale appropriée."

C'est principalement en raison de l'insuffisance des instruments classiques que le Gouvernement a dû intervenir dans l'économie, d'une façon si énergique avec l'imposition d'une régie des revenus et des prix. Cette période de réglementation ne nous aidera pas seulement à limiter le taux de croissance de l'inflation, mais elle nous donnera aussi le temps de réformer nos institutions économiques, nos attitudes et nos orientations politiques. C'est la nature de cette réforme qui fait l'objet du débat dans lequel nous sommes engagés.

La gravité du problème ne se borne pas à l'inflation et au chômage. Ainsi, des changements de structures assez profonds s'imposent dans notre façon de chercher à nous assurer un approvisionnement suffisant et sûr en énergie et en denrées alimentaires, dont nous avons avec les autres pays un besoin toujours plus pressant.

Il nous faut de meilleures méthodes, pour lutter contre la pollution

---